



COOPÉRATION FINANCIÈRE OCI/COMCEC FC/ 38-22 D()



COMCEC

NOTE DU BCC SUR LA COOPERATION FINANCIERE

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

Avril 2022

MÉMOIRE SUR LA COOPÉRATION FINANCIÈRE

I. Introduction

Les marchés financiers jouent un rôle crucial pour les économies. Dans les années 1950 et 1960, les institutions financières, en particulier les institutions publiques, ont été utilisées pour promouvoir les secteurs économiques par le biais de programmes de crédit subventionnés par les gouvernements. Toutefois, ces programmes de développement menés par l'État ont échoué en raison de l'inefficacité et de l'allocation populiste des sources, et leurs effets néfastes ont été constatés dans les années 1970. Trois facteurs principaux ont conduit les gouvernements à suivre la libéralisation financière: les mauvais résultats, les coûts élevés et les pressions de la mondialisation. Les marchés financiers ont donc commencé à être libéralisés dans les années 1980 et 1990, et le rôle des marchés dans le processus de développement a augmenté.

La libéralisation des marchés financiers au cours des années 1990 et 2000 a joué un rôle essentiel dans le façonnement de la structure financière mondiale actuelle. Le secteur financier fournit des services de paiement et de transaction et canalise l'épargne des ménages vers divers domaines d'investissement aux différents secteurs de l'économie, tels que les ménages, les entreprises et les gouvernements. Cependant, il peut également être à l'origine de fragilités et de crises, comme on l'a vu lors des récentes crises financières mondiales en 2007-2008, ainsi que de nombreuses crises bancaires dans les marchés émergents et les économies en développement.

Presque tous les pays ont traversé une phase difficile avec un niveau élevé d'incertitudes en raison de la pandémie de COVID-19, qui a des effets négatifs sur les domaines sociaux et économiques de tous les pays. Alors que les gouvernements ont pris des mesures pour contrôler la propagation de la pandémie et empêcher l'augmentation du nombre de décès en soutenant le système de santé et en encourageant la vaccination de leurs sociétés, ils se sont employés à atténuer les conséquences négatives de l'épidémie de COVID-19 sur leurs économies.

Dans ce cadre, la coopération financière joue un rôle plus important contre les effets négatifs de la COVID-19 en facilitant la mobilité des capitaux, en améliorant la culture financière, en gérant les risques financiers, en supervisant les institutions financières, en augmentant la diversité des produits et en élargissant et approfondissant les marchés financiers. La coopération financière régionale ou mondiale est donc essentielle pour assurer la stabilité du système financier international et devrait ainsi contribuer à améliorer la situation économique et sociale à l'échelle mondiale.

II. Finance Islamique

La finance islamique repose essentiellement sur deux injonctions, à savoir l'interdiction du *riba* et du *gharar*. La première est plus large que l'intérêt actuel et constitue une expropriation de la richesse de l'emprunteur ou du prêteur. (Ebrahim, Jaafar, Omar, & Osman Salleh, 2016). L'interdiction *gharar* est un autre principe de la finance islamique qui "intervient dans un contrat lorsque les conséquences d'une transaction ne sont pas claires, et qu'il existe une incertitude quant à la réalisation de la transaction." Les opérations des institutions financières islamiques doivent être exemptes de ces deux éléments, *riba* et *gharar*. De même, elles doivent éviter les activités commerciales non halal, tant en termes d'intermédiation que d'investissement, comme l'alcool

En ce qui concerne le total des actifs du secteur de la finance islamique, selon les dernières données de (IFSB, 2021), comme le montre le tableau 1, le total des actifs du secteur de la finance islamique a légèrement augmenté, passant de 2,44 trillions en 2019 à 2,70 trillions USD en 2020, avec un taux de croissance en glissement annuel de 10,7 % [2019 : 11,4 %], malgré les effets négatifs de la pandémie de COVID-19. En ce qui concerne la concentration de la finance islamique selon la région, la région du CCG détient toujours la part la plus importante (48,9%), 1 318,7 milliards de dollars US en 2020. Le CCG est suivi par l'Asie du Sud-Est, l'une des régions les plus prometteuses pour la croissance du

marché de la finance islamique avec des pays régionaux tels que la Malaisie et l'Indonésie, qui ont enregistré 670,6 milliards de dollars d'actifs totaux et une part de 24,9 % dans le secteur mondial de la finance islamique en 2020. La part de marché du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud (MESA) a considérablement diminué, passant de 25,9 % (en 2019) à 20,3 % en 2020. Il est important de souligner également que le total des actifs de la finance islamique de l'Afrique a atteint 46,9 millions USD et représente une part de 1,7 % de l'industrie mondiale.

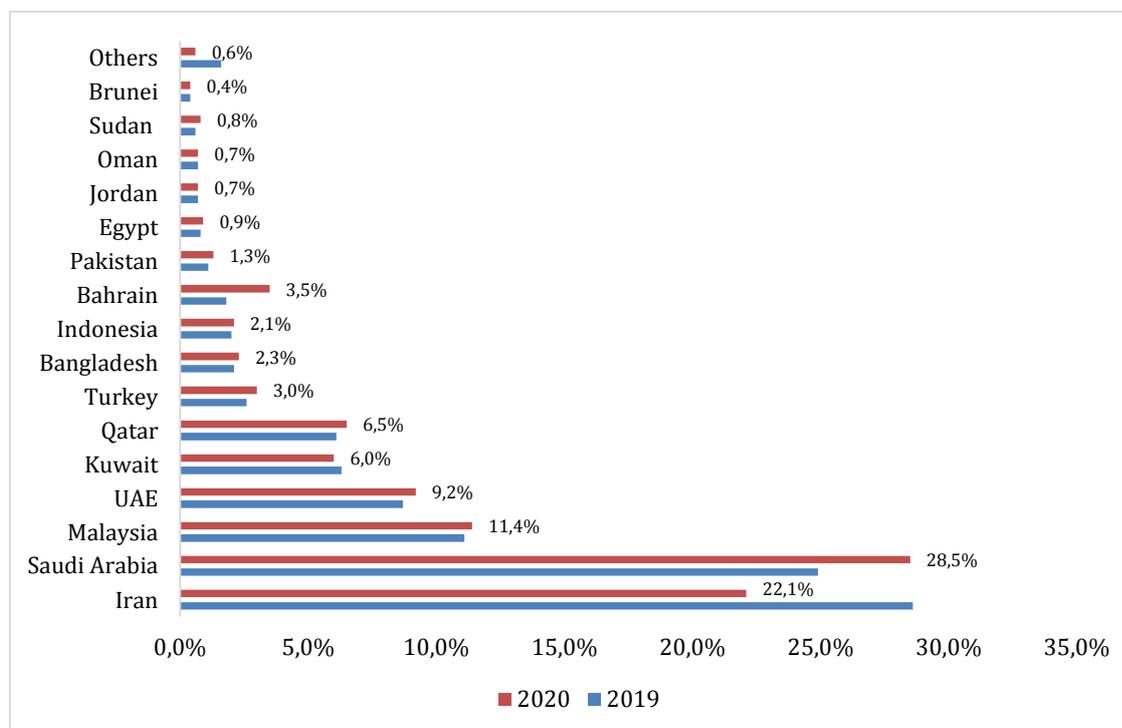
Tableau 1: Répartition de l'IFSI par Secteur et par Région, en milliards de dollars américains

Région	Banque Islamique	Sukuk exceptionnel	Actifs des Fonds Islamiques	Contribution Takaful	Total	à partager
CCG	979.7	280.4	46.3	12.3	1318.7	%48,9
Asie du Sud-Est	258.2	366.4	41.9	4.1	670.6	24.9%
Moyen-Orient et Asie du Sud	499.0	18.9	22.8	5.5	546.2	20.3.
Afrique	43.1	1.7	1.5	0.6	46.9	1.7.
Autres	61.8	22.1	31.3	0.6	115.8	4.3.
Total	1,841.8	689.5	143.8	23.1	2,698.2	%100.0
à partager	%68.3	%25.6	%5.3	%0.9	%100.0	

Source: Rapport sur la stabilité du secteur des services financiers Islamiques 2021

Le total des actifs de la banque islamique a enregistré un taux de croissance à deux chiffres et est passé de 1571,3 milliards USD à 1765,8 milliards USD en 2019. En termes de régions, la CCG a été le principal contributeur aux actifs bancaires Islamiques mondiaux avec 854,0 milliards USD en 2019. Il a été suivi par MESA, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et d'autres pays avec respectivement 584,3 milliards USD, 240,5 milliards USD, 33,9 milliards USD et 53,1 milliards USD.

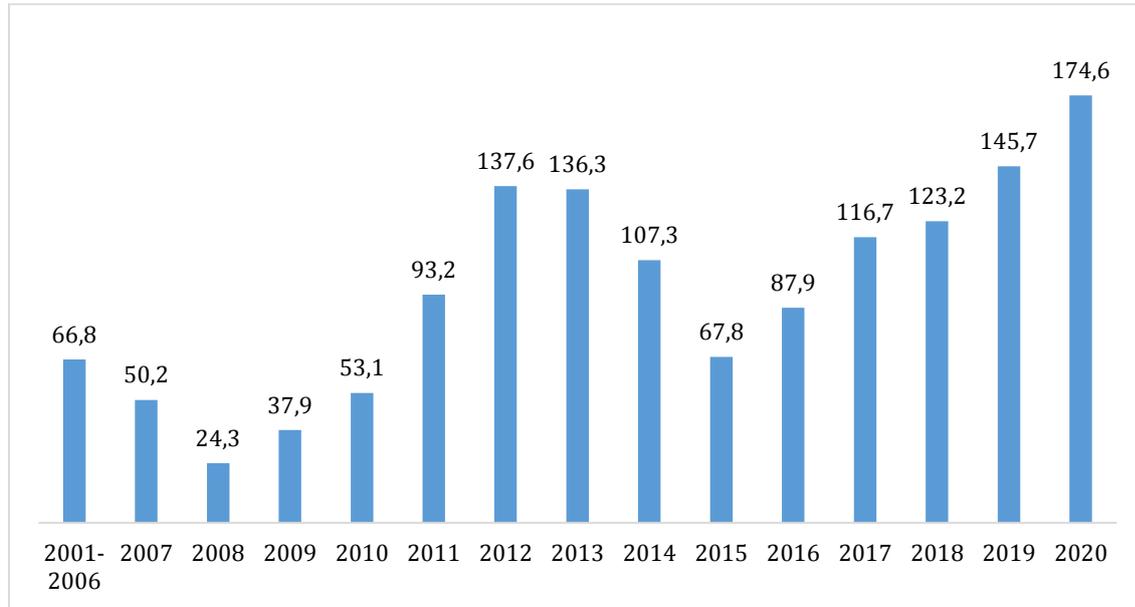
Figure1: Part des Actifs Bancaires Islamiques Mondiaux par Pays (%)



Source: Compilé à partir des rapports de stabilité de l'industrie des services financiers islamiques 2020 et 2021

En ce qui concerne les parts des pays dans la finance islamique mondiale, les cinq premiers pays ont changé en 2020. La part de l'Arabie saoudite a continué à augmenter en 2020 et a atteint 28,5 % [2019 : 24,9 %], ce qui a porté le pays au sommet. L'Arabie saoudite était suivie par l'Iran, qui a considérablement perdu sa part dans les actifs bancaires islamiques mondiaux, passant de 28,6 % en 2019 à 22,1 % en 2020. Alors que la Malaisie (11,4 %) et les Émirats arabes unis (9,2 %) ont conservé leur place de troisième et quatrième en 2020, la part du Qatar (6,5 %) a dépassé celle du Koweït (6,0 %) et fait du pays le cinquième plus gros actif bancaire islamique au monde. Le Koweït, la Turquie, le Bangladesh, l'Indonésie, le Bahreïn, l'Égypte et le Soudan sont les autres pays qui ont augmenté leur part dans le secteur mondial de la finance islamique (voir figure 1).

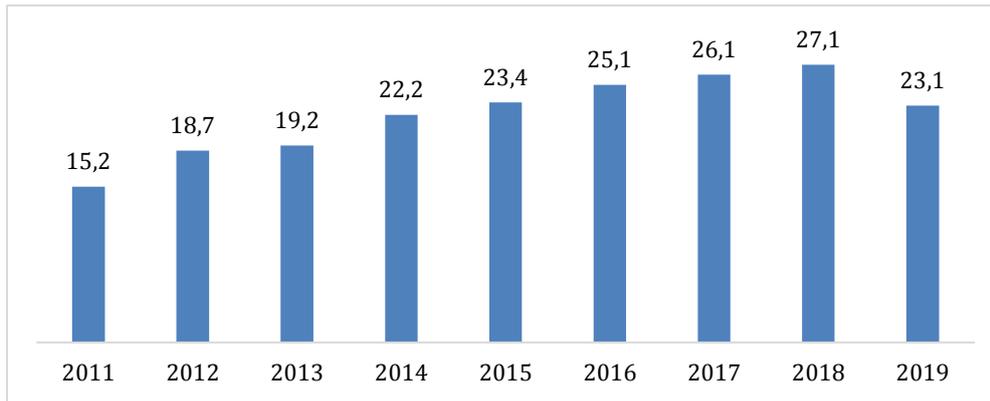
Figure2: Émissions mondiales de Sukuk (2001-2020, milliards USD)



Source: Rapport Sukuk IIFM 2021

Les marchés de capitaux islamiques ont continué à afficher une tendance positive en 2020, malgré les attentes négatives à l'égard de la finance islamique dues à la COVID-19. Par conséquent, les sukuk sont restés attrayants pour les émetteurs, bien que les marchés financiers aient connu des conditions difficiles. Le marché des sukuk a de nouveau observé des taux de croissance à deux chiffres en raison de l'émission de sukuk socialement responsables par la BID et d'autres pays émetteurs de sukuk importants comme la Malaisie, l'Arabie saoudite, l'Indonésie et la Turquie. Comme le montre la figure 14, le total des émissions mondiales de sukuk a augmenté de 20 % en volume, passant de 145,7 milliards d'USD en 2019 à 174,6 milliards d'USD en 2020 [la croissance en glissement annuel était de 18 % en 2019] (IIFM, 2021). Cela s'explique par les besoins de financement des souverains pour pallier les déficits des budgets afin de financer leurs projets pour soutenir le fonctionnement de l'économie.

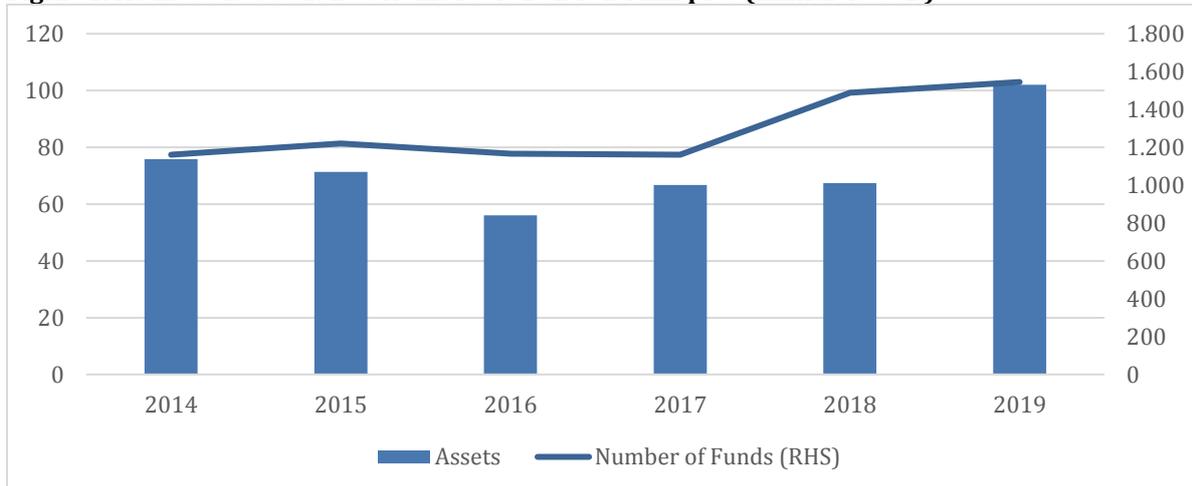
Figure3: Tendance des Contributions Mondiales Takaful (milliards USD)



Source: Rapport sur la Stabilité de l'Industrie des Services Financiers Islamiques 2020

Le classement des cinq premiers pays du total des contributions takaful en 2019 a été légèrement modifié, et l'Arabie saoudite a dépassé l'Iran: Arabie saoudite : [10,1 milliards USD], Iran : [4,9 milliards USD], Malaisie : [2,9 milliards USD], Émirats arabes unis : [1,3 milliard USD] et Indonésie : [1,1 milliard USD] (IFSB, 2021).

Figure4: Actifs sous Gestion et Nombre de Fonds Islamiques (milliards USD)



III. EFFORTS DE COOPERATION DU COMCEC: LA STRATÉGIE ET LA COOPÉRATION FINANCIÈRE DU COMCEC

L'idée de renforcer la coopération financière dans le cadre du COMCEC remonte à ses premières réunions. Les efforts de coopération dans ce domaine ont été intensifiés et approfondis ces dernières années. La stratégie du COMCEC a défini la finance comme l'un des domaines de coopération du COMCEC. L'approfondissement de la coopération financière a été défini comme un objectif stratégique de la stratégie. Dans ce cadre, depuis la 36^{ème} session du COMCEC, le Groupe de travail sur la coopération financière du COMCEC a élaboré sur le rôle de la finance islamique dans le soutien aux microentreprises et aux PME contre la COVID-19 lors de ses 15^{ème} et 16^{ème} réunions.

A. Le rôle de la finance islamique dans le soutien aux micro-entreprises et aux PME contre le COVID-19

(16^{ème} et 17^{ème} Réunions du Groupe de Travail sur la Coopération Financière)

La 16^{ème} Réunion du Groupe de Travail de coopération financière du COMCEC s'est tenue respectivement le 9 septembre 2021, dans un format virtuel uniquement sur le thème "Le rôle de la finance islamique dans le soutien aux microentreprises et aux PME contre le COVID-19".

Dans ce cadre, un rapport de recherche sur le même thème est en cours de préparation pour deux réunions consécutives du GTCF du COMCEC (15^{ème} et 16^{ème} réunions). Alors que la première version préliminaire du rapport a été soumise à la 15^{ème} réunion du GTCF, la version finale du rapport a été soumis pendant la 16^{ème} réunion du GTCF.

L'objectif principal de cette étude était d'examiner le rôle de la finance islamique dans le soutien aux MPME pendant et après la pandémie de la COVID-19 sous différents aspects tels que la banque islamique, les marchés de capitaux islamiques, le takaful, et les institutions de finance sociale islamique, avec un accent particulier sur les développements aux niveaux national et mondial dans les pays membres de l'OCI. Le consultant a élaboré et analysé les récentes initiatives récentes prises par les gouvernements, les organismes internationaux, les institutions financières islamiques nationales en faveur des MPME, ainsi que les contraintes et les défis dans les différentes juridictions. En outre, le rapport analytique devrait suggérer des recommandations politiques aux pays membres de l'OCI afin de promouvoir le rôle de la finance islamique dans le soutien aux MPME pendant la COVID-19 et accélérer le développement de la finance islamique.

Le Groupe de travail sur la coopération financière du COMCEC se concentrera sur la question des efforts de normalisation dans la finance islamique lors de ses prochaines réunions qui se tiendront en 2022.

Tous les rapports soumis aux réunions et les présentations faites au cours des réunions sont disponibles sur la page Web du COMCEC (www.comcec.org).

Le mécanisme de financement de projet du COMCEC

Le Financement des Projets du COMCEC (FPC) est l'autre instrument important de la Stratégie. Les projets financés dans le cadre du FPC doivent servir la coopération multilatérale et doivent être conçus conformément aux objectifs et aux résultats attendus définis dans la section finances de la Stratégie. Les projets jouent également un rôle important dans la réalisation des recommandations politiques formulées par les pays membres lors des réunions du GTCF.

Dans le cadre des 7^{ème} et 8^{ème} appels à propositions de projets, un total de 3 projets ont été sélectionnés pour être financés par le BCC. Les projets achevés pendant la période de mise en œuvre de 2021 sont les suivants;

Le projet « Programme de renforcement des capacités sur les Sukuk, les Sukuk ESG et les Fintech islamiques » du Brunei Darussalam visait à former les parties prenantes de l'écosystème du marché des capitaux, notamment les organismes de réglementation, les bourses de valeurs et les institutions financières, en partenariat avec l'Indonésie et la Malaisie. Dans ce cadre, il s'est tenu une formation sur le cadre juridique du Sukuk et un atelier de partage d'expérience sur le financement responsable et durable à travers l'émission de Sukuk.

L'autre projet, intitulé "Faciliter l'accès des femmes entrepreneurs au financement islamique" a été mis en œuvre par la Sierra Leone en partenariat avec la Gambie et le Nigéria. Ce projet visait à renforcer l'autonomie des femmes et des PME en matière d'entrepreneuriat et de finance islamique. Les activités du projet étaient une visite d'étude en Gambie pour apprendre les meilleures pratiques sur les PME et la finance Islamique et une formation sur l'entrepreneuriat et le développement des PME sur la base de la finance Islamique.

La Malaisie a mis en œuvre le projet intitulé «Faire Progresser le Marché Financier Islamique grâce à la Technologie Financière» avec le partenariat de la Turquie, de l'Égypte, du Pakistan, du Koweït, des Maldives et du Brunéi Darussalam. Le projet visait à renforcer les capacités humaines et institutionnelles sur le développement du marché financier Islamique contemporain en utilisant la technologie financière à travers un atelier et un rapport de recommandation politique.

En outre, un projet a été sélectionné pour être financé par le BCC en 2022 dans le cadre du 9ème appel à propositions de projets.

Ce projet sera mis en œuvre par le SESRIC en 2022. Le projet intitulé "Renforcer l'alphabétisation financière et promouvoir la finance islamique dans les pays membres de l'OCI" vise à contribuer aux efforts déployés par les pays membres de l'OCI pour améliorer leurs mécanismes de sensibilisation à l'alphabétisation financière et à la finance islamique. Deux formations et un atelier sera organisé afin de permettre aux participants de partager leurs connaissances, les leçons tirées et leurs expériences.

- **Autres efforts en cours dans le cadre du COMCEC:**

- **Forum des Bourses des États Membres de l'OCI:** La coopération entre les Bourses a été lancée en 2005 conformément à la décision prise par la 20ème Session du COMCEC. Le Forum a tenu jusqu'à présent 14 réunions. La 15ème Réunion du Forum s'est tenu virtuellement le 5-6 Octobre 2021. Parallèlement aux efforts visant à accroître la coopération entre les bourses, le Forum a réalisé certains projets importants tels que l'Indice OCI / COMCEC. La 37ème Session du COMCEC a demandé aux États membres de soutenir activement la promotion de l'indice S&P OIC/COMCEC Shariah 50 et le Fonds auprès des investisseurs de leurs pays respectifs par le biais d'événements publics, de communiqués de presse et de réunions individuelles. Le Forum a également travaillé sur l'Initiative d'Echange d'Or pour les Pays Membres de l'OCI. Selon la résolution pertinente de la 37ème Session du COMCEC, le Secrétariat du Forum devrait faire avancer les préparatifs techniques pour l'établissement de la Bourse d'Or de l'OCI l'évaluation de la faisabilité du modèle commercial et présenter le rapport à la 38ème Session du COMCEC. Les informations détaillées concernant les activités du Forum sont disponibles sur www.oicexchanges.org.

Forum Des Régulateurs des Marchés de Capitaux du COMCEC La coopération entre les Bourses a été lancée en 2011 conformément à la décision prise par la 27ème Session du COMCEC. Le Forum a déjà tenu 9 réunions. La 10ème réunion du Forum des régulateurs du marché des capitaux du COMCEC s'est tenue virtuellement le 5 octobre 2021. En ce qui concerne le projet d'échange immobilier, la 37ème session du COMCEC, Le Comité a invité les Pays membres intéressés à participer activement à la mise en place de la plate-forme électronique immobilière du COMCEC/COMCEC Real Estate Exchange et les a invité à identifier leurs organismes agréés ainsi qu'à les notifier au Secrétariat du Forum pour renforcer la coordination.

Les détails concernant les activités du forum sont disponibles sur le site web du forum. (www.comceccmr.org)

- **Forum des Banques Centrales de l'OCI-COMCEC:**

Lors de la 16ème Réunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des Etats Membres de l'OCI, les banques centrales des Etats Membres de l'OCI ont décidé de poursuivre leurs activités en tant que «Forum des Banques Centrales de l'OCI-COMCEC». Le Forum a déjà tenu 3 réunions. La 3ème Réunion du Forum des Banques Centrales de l'OCI-COMCEC s'est tenue virtuellement le 29 septembre 2021.

La 37ème session du COMCEC a demandé au CRSESPI de continuer à organiser de des programmes de formation et de renforcement des capacités au profit des institutions nationales compétentes des États Membres dans le cadre de son Programme de renforcement des capacités des banques centrales (CB-CaB).

Les détails concernant les activités du Forum sont disponibles sur le site Web du Forum. (www.comceccentralbanks.org)

